

*Accord de libre-échange*

**M. Fulton:** Cherchons d'autres indices. C'est la seule façon de savoir d'où vient l'accord de libre-échange. Et que découvrez-t-on? M. Simon Reisman. Que faisait ce dernier avant qu'on lui demande d'être négociateur pour le Canada? Il travaillait à vendre le Grand Canal, afin de bâtir ce barrage de terre au bas de la Baie d'Hudson. Vous savez à quoi ressemble la Baie d'Hudson, monsieur le Président. Il s'agit d'une forme arrondie avec une queue, la Baie James. Les intéressés allaient bâtir ce barrage au fond de la Baie James et en faire un immense étang, puis se servir de réacteurs nucléaires, afin de pomper l'eau vers les États-Unis. J'arrive aux motions n<sup>os</sup> 5, 6 et 8, monsieur le Président.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je l'apprécierais.

**M. Fulton:** Je savais que vous étiez sur le point d'intervenir, monsieur le Président. Je sais que vous adorez mes discours et que vous souhaitiez savoir dans quelle mesure mes observations concernaient les motions n<sup>os</sup> 5, 6 et 8. Je suis sur le point de vous le préciser. Les motions n<sup>os</sup> 5, 6 et 8 sont les clauses secrètes de M. Reisman. J'ai passé une semaine avec M. Reisman dans sa superbe copropriété de Miami.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Fulton:** Je savais que cela attirerait votre attention, monsieur le Président. Il pensait pouvoir me convaincre de vendre de l'eau canadienne aux Américains mais je ne voulais pas entendre parler et je suis vite parti.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Fulton:** L'ingrédient secret de tout cet accord, c'est l'eau. J'entends parler d'eau sur les terrains de golf. Il n'en restera plus. L'eau est l'ingrédient secret de cet accord. Bien des députés le savent. Comme l'a signalé une personne avec laquelle nous avons discuté et qui connaît très bien ces questions-là, le problème, ce sont les éléments cachés de l'accord. On a dit à tout le monde que le secrétaire parlementaire, le ministre et le premier ministre (M. Mulroney) avaient dit «Ne parlez pas de l'eau. Il ne faut pas que les Canadiens sachent que c'est l'élément secret.»

Cela m'intéressait. Je me suis dit qu'il n'y a pas très longtemps, le responsable de la gestion des eaux au sein du département de l'Intérieur américain a dit publiquement que les États-Unis avaient beaucoup d'eau. Le niveau de certaines nappes aquifères a baissé, celui du Mississipi est bas mais les Américains ont beaucoup d'eau. Le problème, c'est que des cours d'eau comme l'Hudson prennent feu tellement ils sont pollués. Le saviez-vous, monsieur le Président? Vous ne le saviez sans doute pas. Si l'on jette un mégot de cigarette—que l'on n'aurait pas du fumer—dans le Hudson en passant en voiture, le fleuve prend feu parce qu'il y a énormément de produits butyliques toxiques et de déchets pétroliers en surface.

Les Américains veulent de l'eau depuis longtemps. Ils l'ont du côté de la Colombie-Britannique. Nous n'avons pas oublié le plan NAWAPA ni tous les autres. Nous savons que c'est la partie secrète de l'accord.

Je vais vous expliquer comment ce gouvernement pitoyable s'est fait embarquer dans un accord auquel il s'opposait avant

et pendant les élections. Aucun Canadien n'insistait pour la signature d'un tel accord mais il y a la bande des 500 entreprises importantes, Alcan, American express et les autres, qui ont dit «Allons, John. Allons, Brian. Il nous faut cet accord». En quoi consiste cet accord? Voyons ce qu'il contient. Il ne faut pas oublier le bois. Mon jugement est légèrement faussé parce que je viens du fameux royaume de la Colombie-Britannique où il y a beaucoup de bon bois, du cèdre et de l'épicéa.

**Une voix:** Le premier ministre de cette province a une tête de bois.

**M. Fulton:** C'est vrai que ce premier ministre provincial a une tête de bois, mais n'oublions pas qu'au cours de cette courte période de cinq ans, des rumeurs nous parvenaient des États-Unis. Les Américains voulaient imposer un droit compensateur au Canada en se fondant sur les lois forestières qui sont toujours en vigueur actuellement. La députée de Vancouver-Centre, maintenant présidente du Conseil du Trésor (M<sup>me</sup> Carney), s'est précipitée alors à Washington pour dire aux Américains: «Je vais vous faire une offre à prendre ou à laisser. Pénalisez-nous. Imposez-nous une amende de 600 millions de dollars.» Il fallait entendre ce dur-à-cuire de gouvernement conservateur, le gouvernement le plus majoritaire de notre histoire, implorer qu'on le pénalise. Nous aurions pu gagner cette cause et nous aurions dû la gagner. L'accord comporte des ramifications secrètes. Son but secret, c'est l'abolition de nos services sociaux et de notre régime de soins médicaux.

**Des voix:** Ce n'est pas vrai!

**M. Fulton:** Oh, oh! J'entends des députés dire que cela ne peut être vrai. Mais 36 millions d'Américains n'ont aucune assurance médicale. Qui veut déchirer sa carte d'assurance-maladie ce soir? Car il faudra bien la déchirer si l'accord de libre-échange est adopté.

**M. McDermid:** Nous allons tous attraper les hémorroïdes à cause du libre-échange, je suppose!

**M. Fulton:** Et que dire du poisson. Quel genre de négociateurs avons-nous eus, je vous le demande. On parle brièvement du poisson paraît-il pour protéger Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. Vous n'allez pas m'interrompre, monsieur le Président, alors que je commençais à peine à être en forme.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Fulton:** Et le Québec aussi, semble-t-il. Qu'en est-il de la Colombie-Britannique? On l'a plumée dans le dossier du bois et du poisson.

Laissez-moi vous parler du GATT. Il faut que je vous explique le rapport qui existe entre les données du GATT et cette décision concernant le poisson. Il faut que les Canadiens comprennent pourquoi cinq provinces ont trinqué les unes après les autres après la déroute de la Colombie-Britannique dans le dossier du poisson. Je crois que la Chambre est d'accord à l'unanimité pour me laisser poursuivre.